

**Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle
ESKELINA - SUR LA ROUTE / LE SENTIMENT EST BLEU**
(annule et remplace le précédent pour cause de changement de date)

CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Raison sociale **SARL LES FACETIES DE LULUSAM**

Adresse : 19 côte du torchon – 27220 – Bois le roi

RCS : 528872377 RCS Evreux

SIRET : 52887237700015 - APE : 9001Z

N° TVA : FR 74528872377

Licence(s) de spectacle : licence 2 - ESV-R-2020-001096 / Licence 3 - ESV-R-2020-001097

Tel : 02 32 60 05 48 - 06 80 00 17 72

Représentée par Mr Olivier Moulin en qualité de Gérant,

Ci-après dénommé **LE PRODUCTEUR** d'une part,

Et

Raison sociale : **MAIRIE DE LA ROCHE POSAY**

Adresse : 2, place de la République - 86270 - La Roche-Posay

SIRET : 218 602 076 000 18 – APE : 8411 Z

N° TVA :

Licence(s) de spectacle : L-D-20-005455

Tel : 05 49 86 20 59

Représentée par Monsieur Yannick Tartarin en qualité de Maire de La Roche-Posay,

Ci-après dénommé **L'ORGANISATEUR** d'autre part,

I/ PREAMBULE

A/ **LE PRODUCTEUR** dispose des droits de représentation en France du spectacle suivant pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à sa représentation :

ESKELINA
(N° d'objet : 206Z56166903)

Le producteur assure l'Organisateur que le spectacle « ESKELINA - SUR LA ROUTE / LE SENTIMENT EST BLEU » aura été joué moins de 141 fois au jour de la représentation (au sens défini par l'article 76ter, annexe3 du CGI).

B/ **L'ORGANISATEUR** déclare connaître et accepter la nature, le contenu et les caractéristiques techniques du spectacle susvisé.

C/ **L'ORGANISATEUR**, qui est titulaire d'un récépissé de déclaration valant licence et valide au moment de l'activité, ou qui en est légalement dispensé, certifie s'être assuré de la disponibilité et du bon fonctionnement du lieu ci-dessous désigné, et dont

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques :

ACROPOLYA – Rue des chaumettes - 86270 - La Roche-Posay

D/ Il est rappelé que les professionnels du secteur du spectacle vivant connaissent une crise sans précédent du fait de l'ampleur de l'épidémie du Covid-19 et de ses conséquences, qui ont paralysé le secteur en interdisant les rassemblements publics, en engendrant des fermetures administratives et en privant les artistes, producteurs et organisateurs de spectacles du lien fondamental avec le public.

E/ Nonobstant l'existence de l'épidémie de Covid-19 et des mesures administratives d'interdiction des rassemblements publics existants au jour des présentes, les Parties conviennent expressément être dans l'incapacité totale de prévoir raisonnablement les événements (sanitaires, économique notamment) à venir.

F/ Dans l'éventualité que la pandémie de CORONAVIRUS Covid-19 soit encore en activité à la date de la représentation et ne permette pas aux spectacles de se dérouler dans des conditions normales, **L'ORGANISATEUR** peut être amené d'annuler le spectacle.

Aussi, conformément aux recommandations du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndec) :

- **L'ORGANISATEUR** et **LE PRODUCTEUR** examineront tout d'abord la possibilité de reprogrammer les représentations annulées.

- **L'ORGANISATEUR** proposera au **PRODUCTEUR** une indemnité de dédommagement pour préserver la solidarité professionnelle d'une part, notamment en ce qui concerne les rémunérations du personnel artistique et technique intermittent, et les équilibres budgétaires du **PRODUCTEUR** et de **L'ORGANISATEUR** d'autre part. Ceci afin que ni **LE PRODUCTEUR** ni **L'ORGANISATEUR** ne se retrouvent en péril financièrement.

ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

II/ CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 – OBJET

A/ PRESTATION

LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après le spectacle ci-dessus nommé à la date suivante :

Le 23 Octobre 2021.

B/ REPETITIONS - MONTAGE

L'espace scénique sera mis à disposition du **PRODUCTEUR** le jour du spectacle durant 90 mn afin de permettre la balance de l'artiste (câblages et patch non compris).

Le démontage et le rechargement seront effectués le soir après le spectacle.

GET IN ESKELINA : 16H00

BALANCES ESKELINA : 16H30

SHOW ESKELINA : 20H30

ARTICLE 2 – PRIX DE LA CESSION

L'ORGANISATEUR s'engage à céder au **PRODUCTEUR** en contrepartie de ce qui précède et sur présentation de facture, la somme forfaitaire de :

Cachet artistique	:	1800,00 € HT
Transport	:	inclus
Restauration	:	à la charge de l'organisateur

TOTAL HT : 1800,00 €

TVA 5,50 % : 99,00 €

TOTAL TTC : **1899,00 €**

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REGLEMENT

L'ORGANISATEUR paiera au **LE PRODUCTEUR** la somme due définie à l'article 2 aux conditions suivantes : soit **1899,00 € TTC (Mille-huit-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros)**, règlement par virement, à réception d'une facture et d'un RIB.

- Coordonnées Bancaires : SARL LES FACETIES DE LULUSAM
IBAN : FR 76 1830 6002 3711 8769 8370 227
CODE SWIFT : AGRIFRPP883

ARTICLE 4 - PRIX DES PLACES

L'entrée au spectacle est payante

La capacité du lieu étant de 350 places assises, le nombre de spectateurs admis dans le lieu sera limité à ce nombre de personnes par représentation.

III / CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

5.1. **LE PRODUCTEUR** s'engage à fournir le spectacle objet des présentes, d'une durée d'environ 90 minutes, entièrement monté. A ce titre, il assurera la responsabilité artistique de la représentation qui comprendra l'ensemble des éléments nécessaires à ladite représentation (accessoires, décors et costumes éventuels).

Toutefois, un ensemble de matériel complémentaire devra être fourni par **L'ORGANISATEUR** en conformité avec les descriptifs correspondants de la fiche technique et la liste fournie par **LE PRODUCTEUR**.

5.2. En qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** procédera aux déclarations d'embauche (DPAE).et assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle et engagé par lui. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

De manière générale, **LE PRODUCTEUR** atteste être en règle avec l'administration fiscale, le droit du travail et les conventions collectives applicables, et les organismes de protection sociale.

5.3. **LE PRODUCTEUR** fournira au plus tard à la signature du Contrat une fiche technique décrivant de manière détaillée les besoins techniques, les conditions d'installation et de déroulement du spectacle objet des présentes. La fiche technique qui sera susceptible d'être annotée en accord avec les deux Parties sera annexée au présent Contrat et signée par les deux Parties, et fera alors partie intégrante du Contrat.

Si **LE PRODUCTEUR** estime nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose **L'ORGANISATEUR**, il devra, sauf accord contraire des Parties, en effectuer lui-même et à ses frais la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

5.4. **LE PRODUCTEUR** s'engage à communiquer dès que possible les accords promotionnels de ses partenaires média. Il communiquera à **L'ORGANISATEUR** les conditions à respecter envers ces derniers, ainsi que celles liées à la présente d'autres partenaires et/ou sponsors.

5.5. **LE PRODUCTEUR** s'engage à respecter et à faire respecter par les personnes sous sa responsabilité :

- les dispositions de police administrative générale et spéciale ;
- les prescriptions légales et réglementaires sur la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public, ainsi que les consignes intérieures de sécurité, sous l'autorité du service de sécurité de **L'ORGANISATEUR** ;
- les normes relatives aux risques liés aux bruits et aux sons amplifiés issues du décret n°2017-1244 du 7 août 2017, applicable depuis le 1^{er} octobre 2018. Il est rappelé que la loi impose notamment une limitation sonore à 102 Db(A) et 118 Db(C) sur 15 minutes. Ces dispositions s'appliquent conjointement à l'exploitant du lieu, au producteur, et au diffuseur qui dans le cadre d'un contrat a reçu la responsabilité de la sécurité du public.

Par ailleurs, au regard du contexte exceptionnel de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, **LE PRODUCTEUR** s'engage à se conformer aux mesures prescrites par les autorités publiques et étatiques en matière de rassemblements et à assurer le respect de ces mesures et directives par le personnel sous sa responsabilité. **LE PRODUCTEUR** fera ses meilleurs efforts pour mettre en œuvre les dispositifs nécessaires afin de préserver la santé et la sécurité de tous les participants intervenant à l'occasion du spectacle objet des présentes.

X

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

6.1. **L'ORGANISATEUR** s'engage à fournir au **PRODUCTEUR** la salle précitée en ordre de marche, ainsi que les loges et locaux annexes nécessaires.

L'ORGANISATEUR déclare que le spectacle se tiendra dans un lieu apte à recevoir du public et à accueillir ce type de représentation, au regard notamment de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité.

L'ORGANISATEUR s'engage à ne pas modifier la salle ainsi que le(s) lieu(x) du spectacle objet des présentes, sans l'accord préalable et écrit du **PRODUCTEUR**.

6.2. **L'ORGANISATEUR** assurera le service général du lieu de la représentation : accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes, service de sécurité, affichage, contrôle, éclairage, etc.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des autorisations administratives permettant la représentation du spectacle objet des présentes. Il communiquera au **PRODUCTEUR** la copie desdites autorisations 15 jours avant la date prévue pour la représentation.

6.3. **L'ORGANISATEUR** fournira le personnel nécessaire à l'installation technique du spectacle objet des présentes. Il fournira en particulier ou fera fournir par des prestataires locaux (sauf dispositions contraires ou spécifiques) les équipements conformément aux conditions techniques générales avec le personnel technique afférent, et sera responsable de l'installation, la vérification, l'entretien de ces équipements, de même que toutes les alimentations électriques nécessaires.

L'ORGANISATEUR fournira le matériel d'éclairage et de sonorisation ainsi que le personnel technique, nécessaires au bon déroulement du spectacle.

En qualité d'employeur, **L'ORGANISATEUR** procédera aux déclarations d'embauche (DPAE) et assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, du personnel et engagé par lui, et déclare être en règle avec l'administration fiscale, le droit du travail et les organismes de protection sociale.

6.4. **L'ORGANISATEUR** s'assurera par ailleurs de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels de contrôle, de sécurité, secours médical, voiries nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public et du spectacle.

6.5. **L'ORGANISATEUR** s'engage à respecter et à faire respecter par les personnes sous sa responsabilité les normes relatives aux risques liés aux bruits et aux sons amplifiés issues du décret n°2017-1244 du 7 août 2017, applicable depuis le 1^{er} octobre 2018. Il est rappelé que la loi impose notamment une limitation sonore à 102 Db(A) et 118 Db(C) sur 15 minutes. Ces dispositions s'appliquent conjointement à l'exploitant du lieu, au producteur, et au diffuseur qui dans le cadre d'un contrat a reçu la responsabilité de la sécurité du public.

6.6. Par ailleurs, au regard du contexte exceptionnel de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, **L'ORGANISATEUR** s'engage à se conformer aux mesures prescrites par les autorités publiques et étatiques en matière de rassemblements et à assurer le respect de ces mesures et directives par le personnel sous sa responsabilité. **L'ORGANISATEUR** fera ses meilleurs efforts pour mettre en œuvre les dispositifs nécessaires afin de préserver la santé et la sécurité de tous les participants intervenant à l'occasion du spectacle objet des présentes.

6.7. **L'ORGANISATEUR** prendra en charge le(s) repas suivant(s) :

- Catering et repas pour 6 personnes le 23 Octobre 2021 : L'ensemble de ces repas seront chauds et complets (entrée, plat principal, fromage, dessert, boissons).

ARTICLE 7 - ASSURANCES

LE PRODUCTEUR déclare être titulaire d'une police d'assurance responsabilité civile à jour de cotisation, couvrant les risques liés au déplacement des personnes et du matériel nécessaires à la réalisation du spectacle objet des présentes.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des personnes et du matériel à compter de leur arrivée sur le lieu de la représentation et ce jusqu'à leur départ.

En cas de spectacle en extérieur, **L'ORGANISATEUR** s'engage à souscrire une assurance couvrant les risques d'intempéries étant entendu que cette assurance nécessite une couverture de scène afin que la sécurité des artistes, des personnels et du matériel soit assurée.

Les Parties déclarent expressément qu'elles ont connaissance qu'à la date de signature du Contrat et selon les déclarations de la Fédération française de l'Assurance, « la quasi-totalité des contrats couvrant les entreprises (pertes d'exploitation, rupture de la chaîne d'approvisionnement, annulation d'événements, défaut de livraison, etc.) exclut l'événement d'épidémie. En effet, en fonction de sa durée et de son ampleur, une épidémie peut affecter tous les secteurs et avoir un impact sur l'activité économique globale, rendant ainsi ses conséquences économiques inassurables ».

ARTICLE 8 - ENREGISTREMENT, DIFFUSION, COMMUNICATION

LE PRODUCTEUR autorise **L'ORGANISATEUR** à faire usage dans un cadre promotionnel, des éléments (photos, vidéos, audio) fournis, et dont il atteste disposer des droits d'exploitation dans le respect du cadre légal.

Ces œuvres seront utilisées dans le cadre de la campagne promotionnelle du concert programmé par **L'ORGANISATEUR**.

Dans les mêmes conditions, la présente autorisation vaut consentement pour une diffusion auprès des partenaires médias, la Presse, agendas culturels, radios et tout autre partenaire de **L'ORGANISATEUR**.

Vu le code de la propriété intellectuelle, art. L. 111-1, art. L. 112-1, art. L. 113-1, art. L. 121-1, art. L. 122-2, cadre juridique des attributs de droit moral et patrimonial d'une œuvre de l'esprit.

Vu le code de la propriété intellectuelle, art. L. 131-3, qui précise quant aux œuvres cédées, les conditions de leur exploitation.

ARTICLE 9 - INDEPENDANCE DES PARTIES

Chaque Partie demeure une entité juridique indépendante, agissant pour son propre compte et sous sa responsabilité. Le présent Contrat ne crée aucun mandat d'intérêt commun et ne constitue pas d'association ou de société de fait, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par elle dans le Contrat.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Le Contrat ne pourra être résilié qu'en cas de non-respect fautif par l'une des Parties de ses obligations découlant des présentes.

En cas de défaillance du **PRODUCTEUR** à remplir ses obligations relevant de l'article 5 des présentes, et pour toute raison autre qu'un cas de force majeure ou d'annulation défini à l'article 12 ci-dessous, le présent Contrat sera résilié de plein droit, après simple mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans les 8 (huit) jours de sa première présentation, sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire, et ce aux torts et griefs du **PRODUCTEUR**. **LE PRODUCTEUR** remboursera à **L'ORGANISATEUR** le montant des frais engagés par ce dernier, sur présentation des justificatifs, et dans la limite du montant de tout ou partie du prix de cession qui aura d'ores et déjà été versé par **L'ORGANISATEUR** à la date de la résiliation.

X

En cas de non-paiement par **L'ORGANISATEUR** du prix total de cession du spectacle défini à l'article 2 des présentes, ou de l'une de ses échéances, ou en cas de défaillance de **L'ORGANISATEUR** à remplir ses obligations relevant de l'article 6 du présent contrat, pour toute raison autre qu'un cas de force majeure ou d'annulation défini à l'article 12 ci-dessous, le présent Contrat sera résilié de plein droit, après simple mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans les 8 (huit) jours de sa première présentation, sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire, et ce aux torts et griefs de **L'ORGANISATEUR**.

Les sommes d'ores et déjà versées au **PRODUCTEUR** au titre de l'article 2 ci-avant lui resteront acquises, et les sommes restant dues au titre du solde du présent contrat devenant immédiatement exigibles, sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE – EPIDEMIE – COVID-19 – REPORT - ANNULATION

12.1. Cas de force majeure :

Les Parties conviennent expressément que les cas suivants, entraînant l'impossibilité d'organiser la représentation du spectacle objet des présentes à la date et dans les conditions déterminées par les Parties, constituent des cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil dont les conséquences sont expressément réglées à l'article 12.4 ci-dessous, et sans que cette liste soit exhaustive :

- Indisponibilité d'un artiste en raison d'un accident dûment constaté par les instances compétentes et rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Deuil familial suite à la disparition d'un parent au premier degré ou du conjoint d'un artiste rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Indisponibilité de la salle ou du lieu suite à un incendie, dégât des eaux, attentat, vandalisme, sabotage, acte de terrorisme, dommages électriques rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Deuil national en France rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Grèves extérieures au spectacle rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Émeutes, mouvements populaires rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Retrait de transport suite à accident caractérisé de la circulation rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Destruction ou détérioration de matériel servant au spectacle suite à accident caractérisé rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Blocage par un service administratif du matériel ou de/des artiste(s) à condition qu'aucune irrégularité n'ait été commise rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Carence accidentelle de la fourniture du courant électrique par les services publics rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Et plus généralement en raison de tout fait irrésistible, extérieur et indépendant de la volonté des Parties rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date.

12.2. Cas liés à toute situation épidémique déclarée et/ou situation de crise sanitaire, et notamment l'épidémie de Covid-19, et ses conséquences liées :

Les Parties conviennent expressément que les cas suivants entraînant l'impossibilité d'organiser la représentation du spectacle objet des présentes à la date et dans les conditions déterminées par les Parties, constituent des cas de report ou d'annulation dont les conséquences sont réglées à l'article 12.4 ci-dessous, ceci constituant une condition substantielle à l'accord des parties pour la conclusion du présent contrat :

- Crise sanitaire avérée et reconnue par les instances étatiques et/ou médicales, et notamment l'épidémie de Covid-19 rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle, en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Décision des autorités administratives et/ou judiciaires (loi, ordonnance, décret, arrêté, etc.), et notamment une décision préfectorale de fermeture temporaire des lieux de représentation publique, et notamment du lieu prévu à l'article 1 à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Interdiction de rassemblement totale ou partielle affectant l'organisation de la représentation du spectacle, en tout ou partie à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Imposition de mesures sanitaires coercitives rendant impossible l'organisation de la représentation du spectacle à la date prévue à l'article 1 du présent contrat, et notamment diminution de la jauge définie à l'article 4 du présent contrat d'au moins **75 %**, fermeture des services de bar et de restauration, coût exorbitant en argent et en temps dû au respect des consignes sanitaires, etc. à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Impossibilité totale ou partielle de déplacement des artistes, du personnel et/ou de toute personne directement ou indirectement liée à l'organisation de la représentation du spectacle en raison de dispositions légales ou réglementaires et rendant impossible le maintien du spectacle à la date prévue à l'article 1 ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Retrait des autorisations administratives préalablement accordées, et notamment en raison de l'une des causes ci-dessus énumérées à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date et rendant impossible le maintien du spectacle à la date prévue à l'article 1 ou empêchant la tenue de ladite date ;
- Symptôme(s) ressenti(s) et/ou constaté(s) par dépistage, 15 jours avant la date de l'article 1 du contrat, lié(s) au Covid-19 ou à toute autre épidémie déclarée notamment par les instances de santé publique (dont l'OMS, le Ministère de la Santé, l'Agence Régionale de Santé, etc.), touchant un ou plusieurs artistes, membres du personnel ou personne directement ou indirectement liée à l'organisation de la représentation du spectacle et indispensable à son bon déroulement à la date prévue à l'article 1 du présent contrat ou empêchant la tenue de ladite date et rendant impossible le maintien du spectacle à la date prévue à l'article 1 ou empêchant la tenue de ladite date .

12.3. Notification

L'une ou l'autre Partie constatant la survenance d'un événement visé aux articles 12.1 et 12.2 ci-dessus, et affectant la réalisation de ses obligations telles que définies aux articles 2 et 3 du présent Contrat, en notifiera sans délai l'autre partie par tous moyens écrits avec accusé de réception.

12.4. Dès la réception de la notification, les Parties acteront le report de la représentation du spectacle objet des présentes.

Les stipulations du présent Contrat resteront inchangées et applicables aux Parties, qui détermineront ensemble et d'un commun accord les modalités complémentaires de communication autour de ce report.

ARTICLE 13- COMPETENCES JURIDIQUES

Le présent Contrat est soumis au droit français.

Au cas où des difficultés surviendraient entre les Parties à propos de la validité, l'exécution ou l'interprétation du présent Contrat, celles-ci s'engagent à d'abord coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige, et au besoin par le recours à tout médiateur de leur choix dans des conditions de partage des coûts définies entre elles et, à défaut, à parts égales.

En cas de désaccord persistant entre les Parties, la Partie la plus diligente pourra saisir les tribunaux compétents, y compris en cas de référé ou sur requête.

Fait à BOIS LE ROI en 2 exemplaires,
Le 31 Mai 2021

LE PRODUCTEUR

SARL LES FACETIES DE LULUSAM
19, coté du Torchon
27220 BOIS LE ROI
Tél. 02 32 60 05 48
Siret 528 872 377 00015 - APE 9001Z
Licences 2-1042540/3 - 1042541

L'ORGANISATEUR

Le Maire

Jeanne THIRARIN